

Les crédits

des céréales fourragères, le 1^{er} octobre, ne laissait pas suffisamment de temps aux producteurs et au secteur pour s'adapter à un changement d'une telle envergure. Le gouvernement a donc accepté de repousser l'échéance jusqu'au 31 décembre 1995 et de ne pas réduire les taux d'aide au cours de cette période.

Tandis qu'il élimine la subvention au transport des céréales fourragères, le gouvernement injectera 62 millions de dollars, au cours des dix prochaines années, dans les régions où le PATCF s'applique actuellement. Une partie de ces fonds servira à verser les paiements prévus par le programme et ce, jusqu'à son expiration, plus tard cette année. Le gouvernement accorde également une aide financière sous la forme d'un paiement forfaitaire aux propriétaires terriens de l'Ouest, qui sont touchés par l'abolition du LGTO. De cette façon, il se montre à la fois sensible aux préoccupations des producteurs et financièrement responsable envers les contribuables canadiens.

L'aide financière que je viens de mentionner sera offerte aux producteurs touchés de toutes les provinces et régions du pays. Comment cet argent sera-t-il dépensé? Évidemment, comme vous le savez, on n'a pas encore la réponse, mais nous avons décidé de nous adresser à des experts. Le gouvernement estime que les personnes les mieux qualifiées pour répondre à cette question sont les producteurs, les gens de l'industrie des aliments et du bétail, les producteurs de céréales fourragères et les éleveurs des régions productrices que l'élimination progressive du PATCF touchera le plus.

C'est à cette fin que le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a annoncé la tenue des consultations avec les producteurs au cours des mois à venir, pour examiner les façons possibles d'utiliser le fonds d'ajustement du PATCF et le fonds d'adaptation. En outre, on examinera des options de financement qu'offrent d'autres programmes du ministère de l'Agriculture, comme le projet de coinvestissement dans les recherches agroalimentaires.

Le gouvernement est conscient que des temps difficiles s'annoncent. J'admets qu'il ne s'agit pas nécessairement de la solution idéale, mais dans les circonstances, nous sommes obligés d'agir. Toutefois, s'il y a de meilleures solutions, on voudrait que l'opposition nous les suggère. Il faut se rappeler que la situation financière désastreuse que nous avons héritée du gouvernement précédent nous met dans une situation où on est obligé de prendre des mesures assez draconiennes.

La consultation qui doit être faite au niveau national est la seule façon de s'approcher des intervenants dans le domaine agricole. C'est avec eux qu'on pourra trouver des solutions, des nouvelles idées, et même les compromis pour s'assurer que ce soit équitable pour tous les agriculteurs. Ces réformes dans le domaine agricole auraient dû être mises de l'avant il y a plusieurs années. Quand on regarde dans le domaine de Pêches et Océans, par exemple, où on sait depuis dix ans que les stocks sont en danger; depuis plus de dix ans, des réformes auraient dû se faire, mais rien n'a été fait et on voit le résultat aujourd'hui. On ne voudrait pas que les mêmes dangers se produisent dans le domaine agricole.

• (1640)

Le monde connaît des bouleversements sans précédent et cela nous impose des changements profonds si nous voulons sauvegarder l'industrie agroalimentaire de notre pays.

En conclusion, tous ceux qui ont une certaine connaissance du monde agricole réalisent que c'est une industrie qui a été très efficace dans notre pays par le passé. Si on regarde l'évolution de l'industrie agroalimentaire au Canada, on est un des pays les plus favorisés au monde. Mais avec les changements qu'on a connus, que ce soit le GATT, l'ALENA, il est évident qu'avec un concurrent comme les États-Unis au sud, cela met des pressions énormes sur nous.

Il faut dire qu'il y a des moments où la façon d'agir des États-Unis sur le marché international crée une concurrence déloyale. Cela n'empêche pas qu'un pays qui compte un dixième de la population américaine subit des contrecoups. C'est pour cette raison que le ministère de l'Agriculture doit effectuer des changements. On ne pouvait pas laisser la situation se détériorer. Cela aurait été néfaste pour nos agriculteurs à travers tout le pays.

Donc, les mesures préconisées, il faut le dire, ne sont pas idéales. Il n'y a rien d'idéal en ce monde. De toute façon, l'important c'est d'agir. À mesure que la situation évoluera, on apportera des correctifs pour s'assurer que tous les agriculteurs sont traités avec justice.

M. Jean-Guy Chrétien (Frontenac, BQ): Madame la Présidente, je suis partiellement d'accord avec mon honorable collègue de Gatineau—La Lièvre qui occupe, avec moi, le poste de vice-président au Comité permanent de l'agriculture. Je dois vous avouer que ce député de Gatineau—La Lièvre est un fin connaisseur en matière agricole.

Cependant, je voudrais lui rappeler que le déficit que le pays connaît présentement, ce ne sont pas les Américains, les Français ou les Mexicains qui l'ont créé. Aux environs de 1969–1970, le déficit était presque inexistant. Je ne vous dis pas qui gouvernait le pays à ce moment, vous le savez mieux que moi. Mais en 1984, lorsqu'on a chassé du pouvoir l'équipe libérale, le déficit totalisait environ 250 milliards.

Les conservateurs, en neuf ans, on rapproché le déficit du 500 milliards. Son équipe est responsable d'avoir, par le passé, créé au moins la moitié de ce déficit accumulé. Maintenant, le gouvernement demande très durement aux agriculteurs de faire leur part pour réduire le déficit qu'il a lui-même créé. Et on demande encore un peu plus aux agriculteurs, c'est bizarre.

Mes amis d'en face n'ont pas parlé que dans l'année budgétaire qui vient de s'écouler il y a eu 328 000 voyages par avion effectués par les fonctionnaires, sans compter les députés et les sénateurs, 328 000 voyages; coût: 275,5 millions de dollars. Ils n'en parlent pas.

Je lisais, tout à l'heure en écoutant mon collègue de Gatineau—La Lièvre, l'éditorial de Claude Rivard, président québécois des producteurs laitiers, qui disait ceci: «Les efforts en vue de réduire le déficit, nous attendions donc de M. Martin et de son gouvernement ce qu'il avait promis: un budget dur, mais juste.» Vous vous rappelez que pendant un mois, on disait que le budget serait dur, mais juste. Je continue: «Or, le gouvernement Chré-